



## Communiqué de presse - TP en Bretagne : « Qu'on ne s'y trompe pas : il n'y aura plus de chantiers ! »

14 mai 2020 - 10h35



Si 88 % des entreprises de TP reprennent actuellement en Bretagne l'activité des chantiers, pour autant, déplore François Coville, Président de la F RTP Bretagne (+ 500 entreprises/ + 12 000 salariés), le secteur connaît une chute drastique des Appels d'Offre : moins 66 % !

Contexte dans lequel, « sans un soutien immédiat et massif à l'investissement local, le secteur des Travaux Publics court à la catastrophe », prédit déjà la Profession.

### Un secteur directement frappé...

« À la différence de bien des secteurs - je pense au Transport aérien, à l'Industrie en règle générale, aux Services... - personne n'a demandé aux collectivités de tout stopper et de suspendre les Appels d'Offre (A.O.) Or, c'est ce qui est en train de se passer sous nos yeux : il n'y a plus de commandes publiques en travaux ». François Coville ne décolère pas, et ce alors que les TP restent dépendants à plus de 60 % de la commande publique ! C'est dire le danger que les entreprises courent actuellement car si les carnets de commande, forts de l'avant-Covid, peuvent encore assurer 3 à 4 mois de d'activités, de quoi passer l'été... : « quid de l'après ? C'est maintenant que le futur doit être acté, sauf à ce que dans 6 mois, nous allions tous dans le mur... comme si l'impact des années électorales traditionnellement observé sur l'investissement local ne suffisait pas ! »

Or, dans le cas présent, les inconnus autour de la tenue du second tour des élections municipales (5 000 communes concernées dans l'Hexagone/70 en Bretagne) risquent d'aggraver fortement cet effet de cycle sur l'investissement local et de porter un coup de frein fatal à l'activité de nombreuses entreprises avant même la fin de l'année 2020.

Pour autant, rappelle le Président de la F RTP Bretagne : « nous assistons bel et bien à un effondrement de la commande publique alors que les besoins en infrastructures restent plus que jamais d'actualité ! Nous sommes mi-mai et rien ne repart : nos entreprises attendent...»

### ... qui ne veut pas devenir la variable d'ajustement en pleine crise

Si la Fédération Nationale des Travaux Publics demande au Gouvernement de prendre en urgence des mesures d'incitation fortes propres pour l'investissement local, la F RTP Bretagne signale comment sur son territoire les Collectivités bretonnes restent actuellement bien dotées financièrement : « Les collectivités ont la capacité pour investir dès maintenant. Communes et EPCI font mieux en Bretagne qu'au niveau national avec un taux d'épargne brut moyen supérieur à 10 % et une capacité de désendettement bien plus dynamique ! Nous ne devons pas être considérés comme la variable d'ajustement. »

Déterminée à ne pas rester « les bras ballants » la F RTP Bretagne a décidé de se retrousser les manches. Pour preuve, ce courrier qu'elle a adressé à plus de 1 270 élus locaux avec un message incitatif : « qu'elles relancent les appels d'offre, pour enclencher une dynamique positive ! Quelles décident d'engager des investissements comme le leur permet l'ordonnance du 23 mars 2020 pour des infrastructures (réseaux énergétique, numérique, d'eaux, d'assainissement, de mobilité) au service des territoires et de la transition écologique ! ».

De quoi l'assurer avec force : « les Maitres d'ouvrage doivent absolument investir au profit de leur territoire. L'élan doit ici être collectif ! »

1. L'impact de la crise sur les recettes des collectivités locales est d'ores et déjà estimé à plusieurs milliards d'euros, jusqu'à 9 milliards d'euros en 2020 selon une première estimation de la FNTP \*.